

cérises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 115 – VENDREDI 16 SEPTEMBRE 2011

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Dans un monde idéal, le lundi suivant la Fête de l'*Huma* serait un jour férié. ●

AGENDA MILITANT

→ **16-17-18 Septembre**
La Courneuve [La FASE à la Fête de l'*Huma*](#)

→ **22 Septembre**
Evry [Avec Serge Guichard, non au délit de solidarité humanitaire !](#)

→ **24 Septembre**
Île de France [Agir avec la Maternité des Lilas](#)

→ **24-25 Septembre**
Paris/Champigny sur Marne [Relocalisons, 2^e rencontres](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ **Débats**
[Nationaliser les banques ? Deux articles](#)
[Émeutes - exaspération mondiale - pensée populaire](#)

→ **A voir, à lire**
[Colloque «Le genre à l'oeuvre»](#)
[L'Événement, une publication de l'OMOS](#)

Un front social du refus et de l'alternative s'impose

L'actualité de cette rentrée est particulièrement lourde et assommante. Au fond, c'est la démocratie qui se révèle en crise profonde. Les errements du capitalisme financiarisé et les « affaires » constituent un climat plus que délétère, à même de produire le meilleur comme le pire.

La toile de fond, c'est bien sûr la panne économique et ses ravages sociaux. La réduction de la dette est devenue le prétexte à l'austérité généralisée. Une course folle pour remettre dix balles dans la machine capitaliste est enclenchée. Le maître mot : rassurer les marchés. Partager les richesses et accroître les protections sociales n'est rien à côté de la sauvegarde du triple A des agences de notation. L'Union européenne s'embourbe plus encore dans le dogme néolibéral qui met les pouvoirs publics sous l'emprise des marchés. Cette semaine, elle devait adopter un texte visant à sanctionner, par des amendes, les Etats qui dérogeraient aux plans de rigueur. Un cauchemar. Pourquoi s'entêter dans un rouage économique qui détériore les conditions de vie du plus grand nombre et accroît les inégalités ? C'est sans doute là que l'on éprouve la force de la pensée dominante, au service des puissants. Mais un doute s'est instillé : le capitalisme n'est peut-être pas l'horizon indépassable tant il brise nos vies et nos désirs. Il est temps d'affronter le pouvoir du capital. Comme le rappelait dans plusieurs interviews Bernard Thibault récemment, les dividendes versés aux actionnaires en 2010 représentent un tiers de la masse salariale. Le rapport capital/travail a atteint des sommets de déséquilibre. Et désormais, ça se sait, ça se voit. Que les entreprises du CAC 40 aient empoché à elles seules 46 milliards d'euros pour le seul premier semestre 2011, pendant que le peuple est sommé de se serrer la ceinture, est tout simplement inacceptable. Mais pour que la mécanique capitaliste soit enrayerée, il faut une mobilisation populaire, un front social du refus et de l'alternative. Son préalable est sans doute un travail d'hégémonie culturelle, au sens gramscien du terme. La séquence politique qui s'ouvre en vue de 2012 doit être mise à profit pour travailler les consciences et favoriser l'action du plus grand nombre.

● Clémentine Autain

Comment le Front de gauche peut-il compter ?



Le 31 août à Tremblay-en-France (93), 350 personnes ont participé au meeting organisé par la FASE en conclusion de son université d'été, en présence de Jean-Luc Mélenchon.

**De quoi doit parler le Front de gauche dans les prochains mois ?
Comment peut-il s'identifier auprès du plus grand nombre et devenir attractif ?
Comment peut-il contribuer à fédérer tous ceux qui aspirent peu ou prou à un autre avenir ?**

Universités d'été réussies, nombreux débats sur l'alternative politique à la Fête de l'*Humanité*, publication de son programme (aux éditions Libro) ces jours-ci... le Front de gauche se met en ordre de bataille pour les élections présidentielle et législative. Ses composantes du début ne se sont toujours pas mises d'accord, semble-t-il, sur la répartition des candidatures aux législatives, et les discussions avec les nouvelles composantes (dont la FASE) sur ce sujet n'ont pas commencé, mais des premiers débats élargis avec des tribunes unitaires commencent à s'organiser. Bref, la possibilité d'une dynamique politique s'esquisse... sous réserve cependant de réussir dans les prochains mois à porter les quelques idées clefs permettant d'identifier une cohérence alternative.

Quel sens donner à la participation aux scrutins de mai et juin 2012 ?

Certainement pas, bien sûr, celui de contribuer au concours de beauté des

candidats à la primaire socialiste. Pas non plus celui d'opposer des trains de mesures programmatiques « réalistes et crédibles » face aux waggons de propositions « réalistes et crédibles » des adversaires de droite et des concurrents de gauche.

Pour le Front de gauche, la question n'est pas de paraître « réaliste » ; elle est de donner corps et force à des ruptures avec l'ordre libéral.

C'est sur un autre terrain qu'il faut se situer si l'essentiel est d'ouvrir la possibilité de nouveaux possibles politiques : la question n'est pas de paraître « réaliste », elle est de donner corps et force à des ruptures avec l'ordre libéral. Mieux, c'est en réussissant à replacer toutes les mesures thématiques ou sectorielles dans une autre logique, une cohérence nouvelle

qu'elles peuvent prendre de la force. Au moment où François Bayrou et Dominique de Villepin, Ségolène Royal et Marine Le Pen n'hésitent pas à reprendre à leur compte des projets ou des propositions « sociales », il importe de souligner que ce ne sont pas les propositions elles-mêmes qui changent les rapports de force mais le mouvement populaire et la visée qu'il porte, plus ou moins.

Le programme du Front de gauche, avec son intitulé *L'humain d'abord !*, reste dans le champ du traditionnel catalogue de propositions, qui peuvent aussi bien relever d'un réformisme (plus ou moins) radical que d'une visée plus ambitieuse de dépassement du capitalisme. On comprend bien la volonté de traiter tous les sujets, et celle de s'adresser et de faire converger une diversité d'électeurs. Mais, précisément, le détournement de la politique institutionnelle d'un nombre considérable de citoyens prend racine entre autres dans l'absence d'une option véritablement transformatrice, ●●●

●●● alors même qu'il existe un fond de colère dans les catégories populaires. Il importe que s'expriment, à la fois, la rupture avec le système d'alternance entre le PS et l'UMP, la rupture avec l'ordre économique et social et la rupture avec la régression antidémocratique actuelle (politiques sécuritaires et pouvoir de la finance). Faute de cela, ce sont les candidats du PS et d'Europe écologie qui seraient les meilleurs pour incarner une perspective de rapide victoire électorale (plutôt qu'un investissement décisif pour un autre monde).

À qui s'adresser ?

On a l'habitude de lister tous ceux qui subissent le système, des salariés aux précaires, des retraités aux sans droits. Mais plus que s'adresser à une diversité de populations, qu'il s'agirait en quelque sorte de collationner, c'est une culture du « Tous ensemble » qui fait aujourd'hui défaut. Il s'agit de cheminer sur des exigences plus larges que les revendications spécifiques ou catégorielles, pour forger un nouvel acteur faisant irruption dans la sphère de la politique institutionnelle : c'est le sens que l'on peut donner à l'affiche en faveur de la candidature de Jean-Luc Mélenchon, « Place au peuple ! ». Cependant, la notion de peuple peut paraître abstraite et elle ne contient pas nécessairement qu'il s'agit du peuple désirant un autre avenir et déterminé à marquer des points contre la domination. Il faut donc l'adosser à un propos nettement anticapitaliste et à une ambition assumée de transformation sociale et écologique.

Reste qu'il n'y aurait pas meilleure situation que celle où redémarrerait dans les prochaines semaines un mouvement interprofessionnel face aux réformes gouvernementales (un premier jalon de mobilisation interprofessionnelle est posé pour le 11 octobre prochain à l'appel de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de l'UNSA et de la CFDT), ou d'autres mobilisations comme celle des ●●●

Vous avez dit ruptures ?

Sortir du productivisme, changer la production

Il faut contrôler les grands moyens de production et d'investissement pour permettre une planification démocratique du changement des productions, pour sortir du productivisme et de ses gaspillages, pour développer d'autres objectifs sociaux et environnementaux.

Un nouveau mode de vie est possible. Il permettra de multiples activités grâce au temps libéré des contraintes du travail salarié.

En finir avec chômage, précarité et pauvreté

Le travail ne manque pas. Celles et ceux qui subissent l'intensification et la dégradation de leur travail soumis aux logiques managériales le savent bien. Travailler moins permettrait à tous de travailler. Un emploi, c'est un droit ; un revenu, c'est un dû. Les périodes hors travail salarié (retraite, formation initiale et continuée...) ne sont pas un coût sans utilité sociale. Le chômage - outil de fabrication « d'inutiles » - doit être aboli et remplacé par une sécurité professionnelle tout au long de la vie, un nouveau statut du salarié garantissant la continuité des droits. Ceci suppose de profondes modifications dans la hiérarchie des salaires et l'organisation de la production : par exemple la précarisation de l'emploi doit être mise hors la loi par une autre organisation des temps de travail.

Les soins gratuits

Annuler les lois qui remettent en cause le droit aux soins gratuits pour tous demande une redéfinition de l'organisation des services de santé, avec une médecine organisée autour des fonctions de prévention et de soin

et non « payée à l'acte ». Mais cela appelle aussi une réorganisation de l'ensemble des productions de médicaments sans attendre que d'autres médicaments-marchandises fassent de nouvelles victimes.

Une réappropriation collective de l'espace

Nous savons que nous vivons dans un espace fini et que cet espace est structuré par les inégalités et limité par la destruction de la planète. Nous devons concevoir un nouvel aménagement de l'espace et des territoires selon des critères sociaux et écologiques.

Le droit au logement ne peut être garanti qu'en brisant l'organisation capitaliste de l'espace qui ne prévoit aucune place dans les territoires et les villes pour celles et ceux qui ne peuvent payer et qui les déporte loin avec des coûts humains, sociaux et écologiques croissants.

Une transition énergétique

Il faut s'orienter vers une sobriété et une efficacité énergétique, combattre la course aux énergies fossiles, le nucléaire, les agrocarburants et autres fausses solutions.

Les risques environnementaux et humains du nucléaire ont été soulignés par les récentes catastrophes. Cela impose la mise en oeuvre d'alternatives propres et efficaces en matière de ressources énergétiques nouvelles. Il y a urgence à supprimer les centrales de plus de trente ans et celles qui présentent un risque particulier.

Extrait du document «La FASE agit pour un front alternatif à la droite et au social libéralisme».

●●● Indignés. Alors viendrait la question de l'expression du Front de gauche au sein d'un mouvement, non pas « derrière » ou « devant » les syndicats (pour soutenir le mouvement de l'extérieur ou pour le diriger), mais avec sa proposition d'assemblées citoyennes destinées à construire une alternative politique.

Comment faire dynamique politique ?

Le Front de gauche l'affirme, il ne porte pas un programme ficelé. Il s'adresse à l'intelligence de chacun-e et propose de s'emparer des grandes questions, d'en débattre, d'élaborer ensemble des solutions. Sur ce terrain, Pierre Laurent comme Jean-Luc Mélenchon se sont exprimés clairement. Le but n'est pas de réunir une armée disciplinée de militants pour distribuer des tracts et coller des affiches. L'enjeu est précisément de se situer en rupture avec la culture de

consommation de la politique, comme l'évoque le texte rendu public par la FASE dont Cerises publie de larges extraits.

Les tribunes pluralistes peuvent favoriser l'enclenchement du processus aujourd'hui encore balbutiant, sans lequel le Front de gauche acte II ne verrait pas le jour : la mise en place d'assemblées citoyennes.

Un autre enjeu est de faire fructifier la diversité du rassemblement. La force du meeting de clôture de l'université d'été

de la FASE, le 31 août, fut ainsi que les participants ont retrouvé la saveur des tribunes du Non de gauche au traité constitutionnel européen. Autre parallèle possible avec cette période d'appropriation citoyenne de la politique, les débats possibles aujourd'hui sur le pouvoir de la finance et la dette, donc sur la mise en cause du capitalisme et de son avatar libéral. Ainsi les tribunes pluralistes, où s'expriment y compris les différences entre les participants – bien sûr tout en valorisant les points d'accord, qui sont très nombreux – peuvent favoriser l'enclenchement du processus aujourd'hui encore balbutiant, sans lequel le Front de gauche acte II ne verrait pas le jour : la mise en place des fameuses assemblées citoyennes du Front de gauche.

● Gilles Alfonsi

Une contribution de la FASE au Front de gauche

La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) entend contribuer au Front de gauche à partir de ses fondamentaux.

Rassembler des forces et des citoyen-ne-s dans leur diversité, construire un horizon commun, oui ! Les points d'accord pour agir ensemble sont nets. La volonté d'en finir avec les étroites logiques d'appareils et les logiques électoralistes correspond à une attente profonde.

Notre participation à un Front de gauche transformé veut peser dans ce sens.

Déjà, des mouvements, des syndicats construisent des alternatives, imaginent ou expérimentent de nouveaux modes

de fonctionnement de la société, de nouveaux possibles. Nous voulons une dynamique qui les mette en commun, qui en fasse l'affaire de toutes et tous.

Qui doit prendre les décisions politiques et économiques ?

Quelques multimillionnaires ?

Qui doit exercer le pouvoir ? Quelques experts ou les peuples ? Nous voulons faire émerger un mouvement populaire auquel rien n'échappe : ni les pouvoirs de décision ni les débats institutionnels. Cela a manqué lors de la lutte contre la réforme des retraites et doit se construire dès maintenant. ●●●

●●● Quel que soit le gouvernement, on n'est jamais si bien servi que par soi-même. Assez de promesses qui ne seront pas tenues. Discutons d'objectifs à imposer toutes et tous ensemble. Car l'enjeu des élections n'est pas d'attendre « l'homme-miracle » ou « la femme-miracle » qui ne vient jamais. Il est d'avoir des citoyen-ne-s et des élu-e-s qui mettent en oeuvre d'autres pratiques politiques. Soyons des millions à participer en 2012 à un mouvement qui ne se contente pas de la protestation mais qui porte la volonté de se constituer en lieux de pouvoirs ! Cet évènement en permettra d'autres. Après la mondialisation capitaliste, ce sera le tour de la mondialisation des peuples constitués en force politique neuve.

Prendre les pouvoirs nécessaires

L'objectif est d'arracher des prérogatives jusque-là réservées à l'État et au système politique.

Que le mouvement populaire investisse les institutions politiques est un des enjeux. Il s'agit de bannir toute délégation fondée sur le « Faites-moi confiance, je ferai pour vous à votre place ».

Cela appelle une coopération active et consciente avec des élus et une nouvelle forme de vie démocratique. Cette démarche fait de l'élu un participant apportant son expérience.

Cela ne supprime ni élections, ni mandat, ni État mais remplace une grande part des compétences exclusives de l'élu - ou du techno-pouvoir - par un exercice nouveau de la citoyenneté.

Le mandat n'est plus ce texte dont personne ne se souvient au bout de six mois. Il doit être redéfini face à chaque problème, afin qu'il soit continuellement renouvelé et précisé, pour une mission bien délimitée.

Le rôle de la représentation et des organisations n'est plus de se substituer aux intéressés en parlant à leur place mais de rendre possible l'exercice du vrai débat démocratique jusque-là réservé aux membres du système politique. Personne ne rêve d'UN citoyen omniscient mais il s'agit de citoyenS définissant eux-mêmes leurs problèmes et des

solutions à envisager. Avec le temps, cela déplacera le centre de gravité de l'exercice de la démocratie. Cette conception doit devenir une caractéristique fondamentale de la politique. Ainsi, les échéances électorales prendront un sens nouveau.

Pas de pouvoir démocratique sans maîtrise collective de la propriété des grands moyens de production et d'échange

Voilà une question des plus actuelles et urgentes ! L'ampleur du pouvoir que donne la maîtrise de la propriété des capitaux, des banques et des grandes industries a été mis en évidence cet été. Les gouvernants ne cessent de se plier aux ordres des puissances financières.

C'est la propriété capitaliste des multinationales qui ne doit plus durer. Si nous ne voulons plus être leurs jouets, nous devons substituer à la propriété privée qui donne le pouvoir à une oligarchie, une propriété publique et, ainsi, rendre possible une socialisation des choix et de l'organisation de la production.

C'est pourquoi sans hésitation, nous pensons qu'il est temps que les exigences sociales débouchent sur l'exigence que le peuple s'approprie ces moyens financiers.

L'enjeu des élections n'est pas d'attendre « l'homme-miracle » ou « la femme-miracle » qui ne vient jamais. Il est d'avoir des citoyen-ne-s et des élu-e-s qui mettent en oeuvre d'autres pratiques politiques.

Des nationalisations ?

Oui ! Précisons ce que nous voulons

Le bilan négatif des nationalisations de 1981 ou de la collectivisation soviétique est connu. Dans ces deux cas, le peuple a été tenu à l'écart des décisions concernant les entreprises. C'est encore vrai aujourd'hui en ce qui concerne le service public : il devrait concerner un ensemble de biens communs (eau, écoles, poste, télécommunications, médias, hôpitaux, transports, etc.) et être organisé et géré avec l'intervention des salarié-e-s et des usagers.

Appropriation collective ne signifie pas étatisation. Sous des formes diverses (entreprises et services publics, coopératives...) il s'agit de créer des modes de gestion qui impliquent obligatoirement les personnels, les usagers, les élus.

Au secours, l'URSS revient !

Ne voilà-t-il pas qu'il faut rassurer les marchés financiers. Ils sont responsables de ce qui arrive. Ils ont gonflé la bulle spéculative, jusqu'à sept ou neuf fois la richesse mondiale en volume. Ils ont fait tous les choix les plus fous. Ils ont dérégulé, flexibilisé, décloisonné, titrisé, pruden-tialisé, swapé, cac-quarantéisé. Ils n'ont rien vu venir, n'ont rien écouté, se sont obstinés. Mais, peuchère, c'est à nous de les rassurer. En payant pour eux l'ad-dition, bien entendu. Par exemple en nationalisant les banques pour recapitaliser. Ça, c'est la meilleure !

Pour une part, c'est un hommage du vice à la vertu. Après trente ans de rengaine sur la privatisation, cela amuse de voir ressurgir le spectre de la nationalisa-tion. En fait, il s'agit du vieux modèle anglo-saxon : on nationalise les canards boiteux, on privatise les secteurs juteux ; on socialise les pertes, on privatise les gains. Aucune raison, donc, de prendre au sérieux ces discours. C'est de l'arnaque pure et simple.

À bien y réfléchir, c'est en même temps une bonne entrée en matière pour réfléchir. Que faut-il sociali-ser ? Non pas la banque prise isolément, mais l'en-semble de l'économie, pour rétablir la suprématie des fins sur les moyens, pour refonder les normes et cri-tères de l'utilité sociale et écologique, pour redonner sa dignité à la répartition des ressources et non à leur concentration. Cela passe bien par une socialisation des institutions bancaires, mais dans un tout qui ne repose pas sur les normes de rentabilité actuelle. Il ne sert à rien de demander à la banque nationalisée de répondre aux mêmes fins et d'user des mêmes méthodes que le privé. Socialisons ou nationalisons les banques ; faisons-le simplement à côté d'une redéfinition ambitieuse des politiques industrielle et agricole, au sein d'un pôle public de crédit, en nous adossant sur un autre dispositif fiscal, le tout visant à réorienter les efforts publics et privés vers le place-ment utile pour la société.

Ensuite, nationalisons, mais en « détechnocra-tisant » – vive les néologismes ! Si l'on veut de la

lucidité et de la finesse de choix, il faut associer à leur définition celles et ceux qui « font » la vie de la banque et celles et ceux qui en usent. Sans droits nouveaux des personnels et sans intervention des usagers de tous types (pas seulement les acteurs économiques), sans lien avec les collectivités lo-cales, la logique d'affectation des ressources sera la même. Or les mêmes causes produiront les mê-mes effets. Étendons le champ du public, mais modernisons-le ; donc, démocratisons-le. Inutile de recommencer ce qui n'a pas réussi auparavant.

Enfin, ne nous trompons pas d'échelle. Nous n'allons pas travailler tous seuls, dans notre pré carré. C'est aussi à l'échelle supranationale que se gagne ou se perd la bataille du financement utile et pleinement « régulé ». Un pôle public européen de crédit, une BCE réorientée et réorganisée, une fiscalité harmo-nisée pour éviter tout dumping : hors de cette pers-pective, la banque resocialisée reste infirme. De ce point de vue, surtout ne « démondialisons » pas ; au contraire, battons-nous pour une autre conception, radicalement transformée, de la mondialisation du développement humain soutenable.

Quand les puissamment irresponsables de ce monde nous amusent avec leur soviétisme financier, nous devons savoir relever le défi. Voilà des années que les libéraux nous clament qu'il faut plus de marché et moins d'État. Face à eux un républicanisme mal compris rétorque qu'il faut moins de marché et plus d'État. S'il faut choisir entre deux maux, je préfère les seconds. Mais ils ouvrent la voie à de cuisants échecs ultérieurs. Un anticapitalisme conséquent ne peut qu'être à la fois antilibéral et antiétatiste. Tant qu'à trouver une formule, je préfère celle-ci : moins de marché « libre », moins d'État « administré », davan-tage de public « autogéré ».

On essaie avec les banques ?

● Roger Martelli

Chaque semaine, dans cette chronique, retrouvez alternativement Roger Martelli et Pierre Zarka

Le doigt dans le clafoutis

Heureux qui comme un cadre...

... fait d'assez beaux voyages. Vous qui êtes en déplacement d'affaires à Bruxelles, Londres, Rome, Madrid pour un groupe du CAC 40 ou une autre entreprise à cash. Vous qui avez envie de vous échapper de votre *meeting* « de valorisation des actifs », de votre *task-force* sur « les avantages concurrentiels », de votre *working group* sur « l'optimisation fiscale », pour batifoler, à la place du plateau-repas, dans les rues de capitales européennes, avez-vous pris connaissance des risques qu'une si folle escapade vous ferait encourir ? En Italie par exemple. Lisez ce que vous en dit l'entité voyages de votre entreprise :

« Le petit banditisme représente le risque le plus important pour les voyageurs d'affaires et les expatriés. Il est particulièrement répandu dans les grandes villes (...) Il y a un risque incident de terrorisme anarchiste et anticapitaliste. Les manifestations sociales et les grèves contre les réformes économiques du gouvernement causent des perturbations temporaires de trafic.»

Certes, ce matin, au croissant, vous aviez étonnamment en tête de faire l'entreprise buissonnière au profit du musée de la civilisation romaine. Pire ! L'idée vous était venue de vous mettre en grève par solidarité envers les 100 000 étudiants et précaires manifestant à Rome contre le gouvernement Berlusconi et sa réforme des universités. Mais vous voilà prévenu, refroidi. Être anticapitaliste en Italie, c'est être terroriste. Dans l'avion du retour, vous avez lu le *Herald Tribune*. En une : manifestation monstre des syndicats européens à Bruxelles. En pages intérieures : 500 000 Britanniques s'opposent aux mesures d'austérité (gel des salaires des fonctionnaires, suppression de 300 000 emplois publics) à Londres. Terrorisme, quand tu nous tiens !

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine



Appel à contribution

Vous appréciez *Cerises*, vous aimeriez lire de nouveaux numéros d'*Altercommunistes*, vous participerez volontiers à des Journées d'études et d'autres initiatives de l'Association des communistes unitaires. Vous pensez utile qu'elle développe ses activités.

Tout cela a un coût. Aidez-nous à l'assumer en participant au financement de l'ACU. Vous trouverez à cet effet sur notre site www.communistesunitaires.net (rubrique Financement) les documents nécessaires. Vous bénéficierez d'une réduction fiscale à hauteur de 66 % de votre contribution à l'Association de financement des communistes unitaires.

- **Le collectif d'animation de l'ACU**
contact.communistes.unitaires@gmail.com

Rendez-vous Avenue Pablo Picasso



Au stand de la Fédération pour une alternative sociale et écologique, vous trouverez aussi *Cerises* et le nouvel *Altercommunistes*.

Lire et faire lire *Cerises*



Indiquez votre ville, département et l'adresse électronique à laquelle vous voulez recevoir *Cerises* à contact.cerises@gmail.com

Cerises est édité par les Communistes Unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau de cerises : Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot.

Agir pour la libération de Salah Hamouri



Avec le comité national de soutien à Salah Hamouri - en prison depuis six ans et demi.

(Collage du peintre Mustapha Boutadjin)

<http://www.salah-hamouri.fr>